



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de
l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

**Unité Départementale
Meurthe-et-Moselle / Meuse**
Division de Nancy

Nancy, le 3 janvier 2025

Nos réf. : AT/IA/2024_2548
AIOT : 0006200037
Affaire suivie par : Alexandre TOUSSAINT
alexandre.toussaint@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 03.54.44.02.55.
Courriel : ud54-55.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

**RAPPORT DE L'INSPECTION DE
L'ENVIRONNEMENT
(INSTALLATIONS CLASSEES)**

Objet : Société SOVAB à Batilly

Porter à connaissance pour la suppression d'une chaudière (chrono 2024_2548)
Porter à connaissance pour l'enregistrement de piézomètres (chrono 2023_1575)

PL : Projet de lettre préfectorale

Rédigé par l'inspecteur de l'environnement : Alexandre TOUSSAINT

Vérifié par l'inspecteur de l'environnement : Mohamed KHEDJOUT

Vu, approuvé et transmis à Madame le Préfet de Meurthe-et-Moselle, l'adjoint au chef du service
prévention des risques anthropiques : Philippe LIAUTARD

Par courrier adressé à la DREAL, la société SOVAB, située à Batilly, a envoyé deux porters à connaissance :

- un relatif à la suppression d'une chaudière à gaz, daté du 05 novembre 2024,
- un relatif à la mise en place de 8 piézomètres, daté du 26 juillet 2023.

Le présent rapport examine le caractère substantiel ou non de ces projets de modification et propose les suites à donner.

1 - Présentation de l'établissement

1.1 - Exploitant

Raison sociale	SOVAB
Statut juridique	Société en Nom Collectif
Adresse du siège social	Zone industrielle de Batilly - 54980 BATILLY
Adresse du site	Zone industrielle de Batilly - 54980 BATILLY
Activité principale - code NAF	29.10 Z Construction de véhicules automobiles
AIOT	0006200037

1.2 - Description de l'activité

La société SOVAB est autorisée à exploiter une installation de fabrication de véhicules légers avec une capacité de production actuelle de 720 véhicules par jour sur 3 postes.

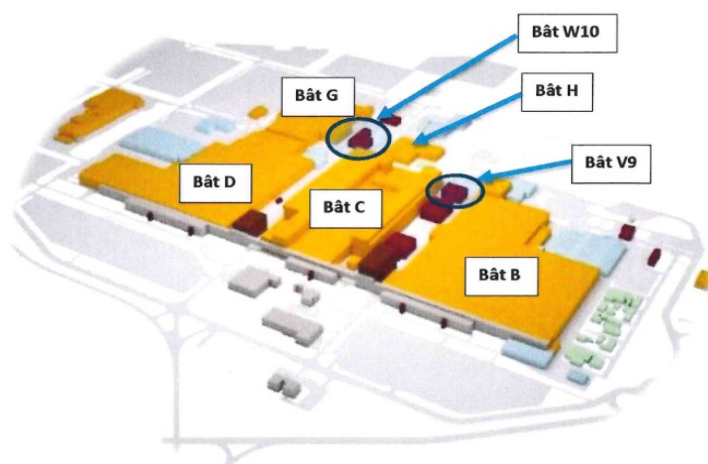
Les installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral n° 2014_0287 du 10 mars 2015 modifié. Elles sont notamment autorisées au titre des rubriques suivantes de la nomenclature des Installations Classées :

- n°1132-2-b : emploi et stockage des substances et préparation toxiques ;
- n°1185-1-a : conditionnement de chlorofluorocarbures, halons et autres carbures et hydrocarbures halogénés ;
- n°2565-2-a : revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique ;
- n°2566 : décapage ou nettoyage des métaux par traitement thermique ;
- n°2910-A-1 : installation de combustion.

2 - Présentation du projet de modification

La modification consiste à démonter la chaudière n°3 (chaudière de secours à gaz, P = 9,44 MW) situées dans le bâtiment W10 (cf. plan du site). Le bâtiment W10 continuera d'abriter les chaudières à gaz 1 (P = 8,06 MW) et 2 (P = 8,91 MW). L'exploitant justifie cette suppression par une amélioration de la maîtrise des températures à l'intérieur des locaux.

2.1 - Démantèlement de la chaudière n°3



Plan du site



*Commutateur proposé
par l'exploitant*

Dans le dossier transmis, le démantèlement de la chaudière comprend le démontage de la chaudière, de la partie fluide, des composants électriques et de l'automatisme. Les étapes envisagées par l'exploitant sont :

- Purge toutes les conduites contenant des fluides ;
- Installation d'une bâche ignifugée de protection ;
- Déboulonnage de tout ce qui peut l'être et découpage du reste ;
- Adaptation des parties automatisme et électrique au nouveau fonctionnement à deux chaudières (1 et 2), avec la chaudière 2 en secours. Ce fonctionnement est garanti par la pose d'un commutateur 3 positions avec une modification de la gestion technique centralisée (GTC) est prévu.
- Démontage de la cheminée et remise en état de la toiture.

Pendant la phase travaux et après le démantèlement, le fonctionnement du restant du site n'est pas impacté.

2.2 – Implantation de piézomètres supplémentaires

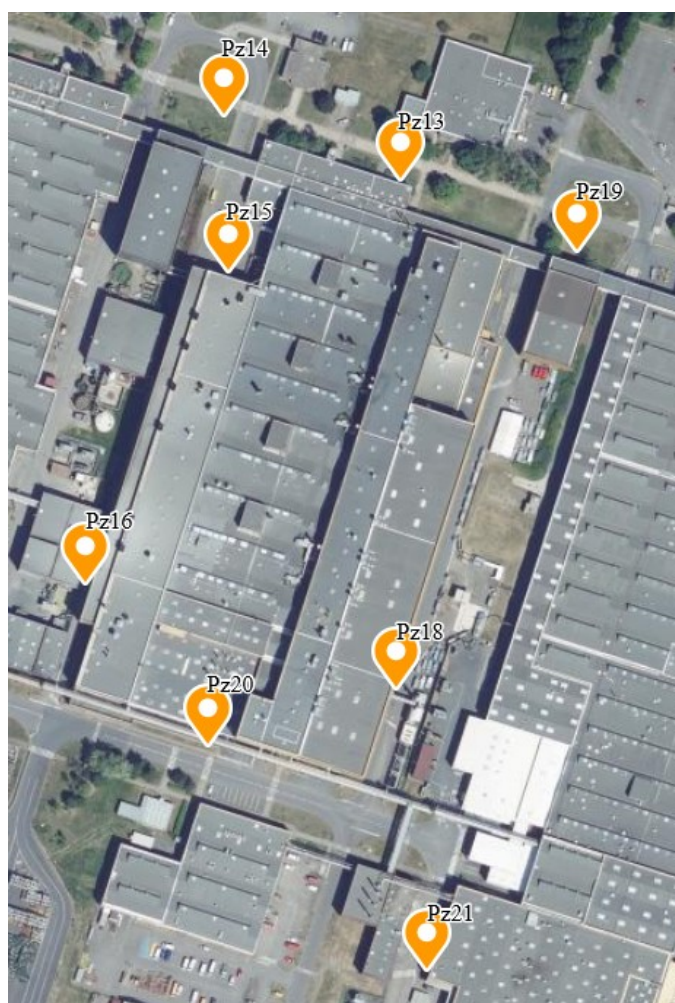
Dans le cadre du réexamen exigé par la directive IED et afin de répondre aux exigences du rapport de base, la société SOVAB a porté à la connaissance de Madame le Préfet le projet d'implantation de 8 piézomètres supplémentaires s'ajoutant aux 13 existants. L'implantation de ces ouvrages a été préconisée par le bureau d'études (rapport IDA210120) du 23 décembre 2021 en accord avec l'exploitant afin de rédiger le rapport de base.

Cette implantation est répartie autour du bâtiment C (cf. plan ci-dessus). La profondeur des piézomètres permettra de prélever les eaux souterraines de la première nappe rencontrée. En effet, d'après les études hydrogéologiques, la première nappe rencontrée se trouve dans les remblais à partir de 1 à 3 m de profondeur et est vulnérable à une pollution de part la perméabilité du terrain.

Les piézomètres de diamètre 80/90 mm, seront équipés de la façon suivante, du bas vers le haut, de :

- 5 m de tube crépiné et 4 m de tube plein ;
- Argiles gonflantes entre 1 et 2 m de profondeur ;
- Cimentation en tête entre 0 à 1 m de profondeur ;
- Bouchon d'étanchéité.

Les piézomètres implantés sont répertoriés sur le plan ci-après. Cette implantation préconisée par le bureau d'études, permettra d'établir un rapport de base représentatif des activités du site.



Emplacement des piézomètres projetés

3 - ANALYSE DE L'INSPECTION ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

3.1 - Démantèlement de la chaudière

Au vu des éléments présentés dans le dossier de porter à connaissance, le démantèlement de la chaudière n°3 par la société SOVAB n'est pas à regarder comme substantielle conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, n'étant pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1.

L'exploitant doit cependant veiller à bien sécuriser les purges avant le démantèlement. Il conserve aussi tous les documents inhérents à l'élimination des déchets induits par le démantèlement et met à jour les points de rejet de son établissement.

Les modifications sollicitées nécessitent une mise à jour de l'arrêté préfectoral n° 2014_0287 du 10 mars 2015 modifié puisque la puissance thermique totale de l'installation est réduite de 9,44 MW, qui sera prise en compte ultérieurement.

3.2 - Implantation des piézomètres

Au vu des éléments portés à la connaissance de l'inspection, l'implantation des piézomètres par la société SOVAB n'est pas à regarder comme substantielle conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, n'étant pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1.

L'exploitant doit vérifier que tous les ouvrages de prélèvement d'eaux souterraines ou de surveillance de ces mêmes eaux sont correctement répertoriés sur la base nationale. Les douze piézomètres déjà installés ne sont pas enregistrés sur la base de données du BRGM.

L'exploitant doit respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 11/09/03 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration.

4 - PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

En définitive, l'inspection des installations classées ne voit pas d'objection à accéder aux demandes de la société SOVAB.

L'inspection des installations classées propose à Madame le Préfet d'indiquer à la société SOVAB située à Batilly qu'il ne s'agit pas d'une modification substantielle et qu'elle peut engager sa réalisation dans les délais annoncés dans les porters à connaissance.

Un projet de courrier au porteur de projet est joint au présent rapport.

ANNEXE : PROJET DE LETTRE PRÉFECTORALE

Monsieur le Directeur,

Votre société a porté à la connaissance de Madame le préfet les changements suivants :

- la suppression de la chaudière n°3 dans le bâtiment W10 par transmission du 05 novembre 2024 ;
- l'implantation de 8 piézomètres par transmission du 26 juillet 2023.

Les modifications envisagées par votre société, portées à la connaissance de l'autorité administrative, avec tous les éléments d'appréciation conformément aux dispositions de l'article R. 512-46-23 du Code de l'environnement, ne sont pas à regarder comme substantielles.

Cependant, la suppression de la chaudière étant considérée comme une modification notable, elle doit être actée par un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires qui sera proposé ultérieurement à Madame le préfet par l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est.

En conséquence, je vous informe que vous pouvez engager les modifications conformément aux données fournies dans vos dossiers de demande.

Le Préfet,